

# COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3<sup>e</sup> ANNEE | N<sup>o</sup> 43 |

16 FÉVRIER 1926

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**ATTENTATS CONTRE PRIMO DE RIVERA.** — Plusieurs attentats ont marqué le récent séjour à Barcelone du général Primo de Rivera. Sept bombes ont éclaté en différents endroits de la capitale. Un engin éclata à la porte de la capitainerie générale ; un autre, placé sur la voie ferrée, à quelques kilomètres de la gare, explosa avec un fracas formidable au moment où le dictateur allait prendre le train qui le ramenait à Madrid. En rentrant à Madrid, le général s'est empressé de dire que le voyage s'était passé sans incident, mais on sait qu'il a donné des ordres pour que l'on ne retarde plus le conseil de guerre devant lequel doivent être traduits les détenus catalans pour le complot de Garraf.

**DÉTENTIONS EN MASSE.** — Les autorités espagnoles font des arrestations en masse parmi les catalanistes. Les explosifs éclatés à Barcelone pendant le dernier séjour du dictateur ont élargi les militaires et les policiers. Ceux-ci emprisonnent à tort et à travers. Il paraît que lorsque les explosions se produisaient, la police parcourait les rues de Barcelone, revolver au poing et arrêtait quiconque lui semblait bon. Le nombre des nouveaux détenus dépasserait la centaine. Plusieurs de ces arrestations ont été maintenues. L'opinion catalane est très surexcitée.

**CONSEIL DE GUERRE.** — La célébration du Conseil de guerre pour l'affaire Garraf semble imminente. Lecture a été déjà donnée par les juges des accusations que l'on porte sur M. Jaume Compte et les autres inculpés. M. Josep Puig i Serra, accusé d'avoir placé le drapeau catalan sur le sommet d'une maison en construction, à Cornellà, sera aussi traduit en conseil de guerre. Inculpés du délit de rébellion, un autre conseil de guerre sera tenu contre MM. Oscar Pérez-Solis, Victor Colomer Nadal, Félix Fresno Aznar, Victorià Sala Telo, Antoni Ranzó, Adolf Buem Garcia, Victor Rey, Evarist Masip, Joaquim Maurin, Albert Fernández Pérez et Joan Fontanilles Batalla. Accusé d'avoir offensé le Directeur, M. Pau Alemany, de Valls, a été condamné à trois mois de prison.

**UN NOUVEAU DÉCRET DICTATORIAL.** — Le roi espagnol a signé un nouveau décret attribuant au seul gouvernement le droit de désigner les commissions, syndicaux et patronaux ayant un caractère public ou d'intérêt collectif. Pour ces postes, le gouvernement choisira des personnes acquises à lui, même si pour les désigner, il est besoin d'altérer la procédure observée jusqu'à présent pour de telles nominations.

**CRISES MUNICIPALES.** — Les municipalités catalanes sont aussi troublées que toujours. Il s'est produit de nouvelles crises dans les communes de Puigcerdà, Figueras, Borges-Blanques, Seu d'Urgell, Sabadell, Tarrasa. La municipalité de Barcelone n'est pas en crise, toute assemblée qu'elle est par le dictateur municipal, baron de Viver. Celui-ci n'a rien eu de mieux à faire que de donner les noms des généraux Primo de Rivera et Martinez Anido à deux vieilles rues de Barcelone. C'est, on le voit, un INRI.

**CONTRE LA LIBERTÉ DE RÉUNION.** — Les viticulteurs de la « province » de Barcelone ont organisé plusieurs actes sans aucune signification politique et n'ayant trait qu'à leurs intérêts collectifs. Les autorités les ont empêchés. On a empêché également la célébration de la séance inaugurale des cours à l'Académie de Jurisprudence à Barcelone. Le gouverneur de la ville avait eu vent que le président de l'Académie prononcerait son discours en catalan.

**CONTRE LA PRESSE.** — La censure continue à sévir contre la presse catalane. Pendant le séjour de Primo de Rivera à Barcelone, des représentants de la presse lui ont formulé des plaintes au sujet de la façon par trop autoritaire dont les censeurs traitent les journaux barcelonnais. Le général n'y a pas encore répondu.

**AU MAROC.** — On sait que des troupes sont préparées pour partir vers le Maroc, tout spécialement des régiments formés par des Catalans. Ces préparatifs coïncident avec ceux d'Abd-el-Krim, lequel, d'après les dernières dépêches, a réussi à débarquer à l'Oued Lan une grande quantité d'armes et de munitions prises à Chechaouen lors de la retraite des Espagnols et préparerait une grande offensive contre la zone espagnole.

## LA SOLUTION FÉDÉRALISTE

Je suis très heureux qu'Henri Lucas, qui est un grand journaliste, ait envoyé au *Journal* cette série d'articles remarquables au cours desquels il a si bien représenté l'état de l'Espagne contemporaine, et dont le dernier numéro de ce courrier a publié d'importants extraits. Voyageur intelligent, Henri Lucas, que je connais fort peu et que les Catalans, sauf erreur, ne connaissent pas du tout avant qu'il s'occupât d'eux, a confirmé entièrement tout ce que j'écris ici depuis près de deux ans, et quant à la déliquescence du régime, et quant au problème Catalan. On a lu ses conclusions. Envoyé par un grand journal parisien pour accomplir de Madrid à Barcelone une enquête impartiale, tout journaliste français rapportera les mêmes constatations. Et notre éminent confrère et ami Maurice de Waleffe aura appris, de la bouche même de son collaborateur du *Journal*, que ni les correspondants des journaux espagnols en France, ni nous-même n'avions rien inventé, quand nous lui avions affirmé que ni Primo de Rivera, ni le roi d'Espagne ne sauraient être considérés à Paris comme de très sûrs amis de la France. Seul, Claude Farrère en sera malade.

Mais je suis personnellement et tout particulièrement reconnaissant à Henri Lucas d'avoir cité Pi y Margall : « Quel malheur que la royauté espagnole n'ait pas été fédéraliste ! » C'est qu'ils ne sont pas très nombreux, les écrivains français qui osent employer ce mot : fédéralisme. Il faut avoir l'intelligence universelle de notre maître Charles Brun et le courage de notre ami Poitevin pour oser brandir le fanion fédéraliste en France. Il faut, je le crains bien, être fédéraliste français pour comprendre la parole de Pi y Margall, — j'entends : lorsqu'on est un écrivain français, cela va sans dire, car en Catalogne tous les régionalistes sont d'esprit fédéraliste.

Le malheur est en effet que, ni Alphonse XIII, ni Primo n'aient compris les vertus du fédéralisme. Il n'y aurait plus de question catalane si, quand il en était temps encore, les ministres madrilènes n'avaient pas, sottement, refusé à la Catalogne son autonomie administrative. Au lieu que nous allons assister à une réédition plus ou moins prochaine du schisme portugais.

Mais peut-on blâmer un Espagnol de n'avoir pas compris que le fédéralisme permet toutes les libertés sans nuire à l'unité d'un pays, lorsqu'on écrit de France, c'est-à-dire d'un pays où si peu d'hommes ont accepté d'envisager les possibilités latentes dans la formule fédéraliste ? Demandez donc à MM. Poincaré et Millerand ce qu'ils pensent du fédéralisme ? vous serez bien reçu. Demandez-le à cet ardent ami des Catalans qu'est M. Emmanuel Brousse. Je crains bien qu'il

n'en veuille pas entendre parler, lui non plus.

Non, je ne fais pas ici de politique. Je constate un fait. On peut bien me permettre d'en tirer argument, puisque je suis de ceux qui ont adopté la doctrine fédéraliste. Deux de mes livres en font foi. En Europe Centrale, dans le Proche Orient, comme en Espagne (et peut-être comme en France !) la solution fédéraliste, déjà adoptée, en fait, en Allemagne, comme en Suisse, comme aux Etats-Unis, comme dans l'Empire Britannique, pour les Dominions et l'Irlande, s'imposera tôt ou tard. Mais contrairement à ceux que satisfait la formule « jamais trop tard pour bien faire », j'estime qu'il est toujours trop tard, au contraire, pour éviter des conflits, pour pacifier des Etats, pour assurer la sécurité d'un continent.

Comment faire comprendre que le refus de conciliation auquel équivaut le refus du fédéralisme prépare tous les séparatismes ? Et quel argument invoque-t-on contre cette solution logique ? Aucun. L'amour-propre des tyrans, le sot entêtement des chauvins s'opposent seuls à l'octroi des libertés administratives aux régions ou provinces opprimées par la centralisation. S'il avait compris cela, Primo ferait aujourd'hui figure de grand homme. Benes aussi. Kemal aussi. Quand un Etat est composé de plusieurs nations (qu'on le veuille ou non, c'est le cas de l'Espagne, comme c'est le cas de la Tchéco-Slovaquie, de la Roumanie, de la République Ottomane et comme c'est le cas de la France), quel intérêt a-t-il à user de la contrainte, au lieu du ciment fédéraliste ? Je ne comprends pas. Les Etats-Unis d'Europe demeureront utopiques, hélas ! malgré Locarno, tant que chaque Etat ne se sera pas adapté aux conditions d'une politique fédérative. Dans les Etats-Unis d'Europe, en effet, le despotisme ne sera plus possible. Et les nations ne sauraient y être privées du droit de s'administrer elles-mêmes.

Les Catalans pourront-ils attendre que cette politique soit mûre ? Je ne le pense pas. Peut-être compteront-ils parmi ses préparateurs. Peut-être montreront-ils l'exemple. Déjà, leur cas est de ceux qui conduisent à souhaiter l'établissement d'un fédéralisme relatif à l'intérieur des Etats.

Avouerai-je que c'est en quoi il intéresse le théoricien qui subsiste en moi, sans tuer l'être sensible que révoltent, encore la vue du sang injustement versé et l'annonce des martyres politiques ?

On peut être à la fois traditionaliste et fédéraliste.

La véritable tradition littéraire de la France est la défense des opprimés et des faibles.

F. JEAN-DESTHIEUX.

## LETTRE DE BARCELONE

**Le dictateur de Barcelone. — Le militarisme croissant. — Fanfaronnades. — Avec tous, les Catalans exceptés. — Une Société de chantage. — Pas de régime constitutionnel, encore. — Le dictateur conspué. — Des pétards et des bombes. — Alphonse XIII serait fatigué de Primo.**

Barcelone, février.

Primo de Rivera s'obstine à se moquer des Catalans. Il ne réussit pourtant qu'à devenir plus ridicule de ce qu'il l'est déjà. Il a voulu réaliser une nouvelle tournée « triomphale » dans Barcelone. Il est parti de la capitale catalane plus déçu de ce qu'il ne s'avouerait lui-même, si toutefois le dictateur était capable de consulter parfois sa conscience.

En dehors du monde officiel qui, naturellement, était tenu de faire à Primo de Rivera un accueil affectueux, on n'a remarqué aucune personnalité marquante parmi ceux qui sont allés à la gare attendre l'arrivée du général.

Pour assister à ce meeting que l'on avait annoncé au théâtre Olympia, on avait convoqué d'ordre du capitaine général Barrera, tous les officiers délégués gouvernementaux de la province de Barcelone ainsi qu'un certain nombre de conseillers municipaux des communes de cette province. Encore ces délégations ont été à la charge des communes respectives. Une fois de plus il faut remarquer que tous les conseillers municipaux actuels ont été nommés par le gouvernement et que lorsqu'ils n'accomplissent pas strictement ce qu'on leur commande, ils sont immédiatement révoqués. Ce dernier fait explique que la plupart des conseillers municipaux catalans soient constamment remaniés.

Le général a prononcé un discours après un banquet qui lui a été offert par la garnison. Tous les journaux barcelonnais ont donné un résumé de ces

manifestations. La *Vanguardia*, qui ne cache pas ses sympathies pour le régime actuel en donne les paragraphes suivants :

« Il est impossible que la réorganisation de l'armée soit profitable si nous maintenons dans toute son intégrité sa formation actuelle. Beaucoup de groupes d'instruction minuscules qui sont dispersés dans les régions, sont destinés à disparaître afin qu'ils n'absorbent plus, sans aucun profit pour l'ensemble de l'armée, des énergies et des ressources. Aux officiers qui seraient retraités par cette cause on donnerait des places ailleurs. De la sorte, il y aura toujours des noyaux importants d'officiers dont on pourrait disposer à un moment donné pour d'autres fonctions de l'Etat. Ces officiers se trouveraient dans une position semblable à celle des délégués des gouvernements. »

On voit par ces dernières paroles du général Primo de Rivera qu'il cherche à décongestionner l'armée proprement dite en militarisant l'administration civile. La caste militaire deviendrait de la sorte beaucoup plus puissante encore. L'armée espagnole est déjà une bureaucratie armée ; il ne manque à l'Espagne que l'invasion de l'armée dans les postes civils.

Il est à signaler aussi un autre paragraphe du discours du général Primo de Rivera. On sait qu'il est sorti dernièrement victorieux du complot organisé par les *Juntas* militaires. Le chef du gouvernement espagnol s'obstine à ne pas croire à l'existence de ces *Juntas* ; mais sitôt après il les menaçait comme si elles existaient réellement. Il a dit : « Ne croyez pas à l'existence des *Juntas*

militaires. Le gouvernement saura faire son devoir. Mais si les *Juntas* voulaient intervenir dans ses fonctions elles subiraient les conséquences de leur indiscipline. » Il aurait ajouté, bien que les journaux ne le disent pas : « Et s'il faut fusiller, on fusillera. »

Ces gros mots n'ont pas impressionné la garnison de Barcelone, qui commence à être très hostile à Primo. Les officiers espagnols connaissent trop le caractère léger et volage du général, pour être sensibles à de pareilles fanfaronnades.

Au meeting du théâtre Olympia, Primo de Rivera a prononcé un nouveau discours, qui a été très commenté. Il dit des choses tellement sensationnelles, de telles effronteries, qu'elles furent modifiées après, lorsqu'on établit les comptes rendus. Il dit notamment que l'Union patriotique était décidée à accueillir tout le monde et à accepter des ententes avec tous les autres partis, les républicains et les anarchistes (la version officielle a changé ce dernier mot par celui d'*extrémistes*, mais Primo dit bien *anarchistes*), exception faite des partis autonomistes catalans. Puis il dit, probablement sans s'en rendre compte, d'horribles hérésies lorsqu'il comparait le parti de l'Union patriotique au Christianisme.

Le chef provincial de l'Union patriotique, qui avait parlé quelques minutes auparavant, avait tâché de lui ménager les sympathies des gens d'ordre en faisant quelques observations aux récents décrets fiscaux, dans l'espoir d'une rectification de la part du gouvernement ; il avait également tâché de montrer quelque respect pour la langue catalane, réduite aux besoins casaniers ; Primo lui répliqua sans pitié et sans habileté. Le général démontra aussi qu'il ignorait ce que sont les sociétés anonymes, qu'il a confondues avec les associations dont la constitution dépend de l'autorisation des gouverneurs civils (préfets).

(A ce propos nous dirons en passant qu'il s'est constitué à Madrid, par les soins de M. Juan March, une société de chantage qui profitera des derniers décrets du ministère des Finances pour se vouer à faire des dénonciations, par lesquelles elle espère s'approprier des biens d'autrui. M. March établirait naturellement des succursales de sa Société dans toutes les provinces espagnoles. M. March est un nouveau Pedrasa, plus malin et plus avisé. Il est, comme on sait, celui qui fait en Espagne la contrebande des tabacs en grande échelle. Il a fait aussi, paraît-il, la contrebande d'armes pour les Riffains. M. March qui, au début du Directoire, dut s'absenter d'Espagne, comme s'en absentait M. Alba, est à présent l'un des hommes les plus mêlés aux affaires louches du gouvernement. Il s'est acquis la faveur de Primo, Anido et consorts. Nous dirons, en fermant cette parenthèse, et à propos des décrets fiscaux, que la société de M. March veut exploiter, que les provinces les plus châtées seront naturellement les provinces catalanes, où seuls les impôts se font effectifs. Il peut déjà une ruée de percepteurs sur la malheureuse Catalogne.)

Revenant au discours de Primo au Théâtre Olympia, il avoua que le peuple espagnol n'a pas pris au sérieux ni la constitution des *somatenes*, sur lesquels il voulait s'appuyer, ni celle de l'Union Patriotique. Il se félicita de la disparition de la *Mancomunitat* de Catalogne qui a toujours été la « bête noire » du Directoire et de ses prosélytes.

Interviewé par un journaliste, le général Primo de Rivera a fait les déclarations suivantes :

« Elle est encore lointaine la date où l'on pourra convoquer le pays pour de nouvelles élections. Pour le moment, il n'y aura pas de Parlement. Le peuple n'en veut pas et il n'est pas nécessaire. Ce que le peuple désire c'est un bon gouvernement qui lui donne de l'eau, des chemins, des écoles. Je crois que si nous réalisons ce programme nous resterons encore au pouvoir quelques années. »

Le général Primo de Rivera a assisté au Théâtre Lycée à une représentation d'opéra. On jouait *Par-sifal*, ce qui attira au théâtre une foule énorme d'amateurs. Les artistes ont été applaudis. Mais dès que le public a remarqué la présence du général dans une des loges, il a bruyamment conspué le dictateur.

Pendant le séjour de Primo à Barcelone ont éclaté plusieurs pétards sur la Rambla. Un explosif a été trouvé aux alentours de la capitainerie générale, où le Dictateur était descendu. Finalement, le lundi 1<sup>er</sup> février, vers huit heures du soir, quelques moments avant le départ du train qui devait emporter le général Primo de Rivera vers Madrid, où il se rendait en hâte pour recevoir le maréchal Pétain, une bombe a éclaté sur la voie ferrée, au centre même de la ville, à un point compris entre la rue Aribau et la place Lletamendi. La presse a été empêchée de faire aucune référence à ces derniers événements.

On fait toutes sortes de conjectures sur les motifs de ce court séjour du Dictateur à Barcelone. Evidemment Primo ne s'est pas rendu dans la capitale catalane pour plaire à ses amis de l'Union Patriotique. Il ressort de ses actes et des informations que nous avons pu recueillir, qu'il a voulu donner à Madrid l'impression qu'il comptait avec l'appui de la garnison de Barcelone.

Sans doute, malgré ses gaucheries, ses insouciances, son effronterie et son cynisme, Primo connaît par instinct quelques-unes des ressources du metteur en scène. Et c'est à cause de cet art spontané et des menées des sbires d'Anido, que le simulacre